Pour la première fois sous la Ve République française, aucun des deux grands partis (le Parti socialiste et Les Républicains) n’a réussi à accéder au deuxième tour de l’élection présidentielle. Que représente ce changement dans la politique française, compte tenu des caractéristiques particulières de Marine Le Pen et de la carrière vertigineuse d’Emmanuel Macron ?

Les cas de Marine Le Pen et d’Emmanuel Macron sont différents. La présence de Marine Le Pen au second tour était prévue depuis longtemps. Cela n’a surpris personne, tous les sondages l’annonçaient. Au point que, comme les gens l’avaient intégré, il y a eu peu de manifestations de protestation le dimanche soir.

À l’inverse, la qualification de Macron était difficilement prévisible il y a quelques mois. Elle s’explique par une succession d’« accidents » : le fait que François Hollande ne s’est pas présenté pour un deuxième mandat, les scandales qui ont atteint François Fillon, la victoire de Benoît Hamon face à Manuel Valls lors des primaires socialistes et l’élimination d’Alain Juppé lors des primaires de la droite. Tous ces événements ont ouvert un espace politique au centre. Pour autant, sans ces « accidents », Macron n’aurait très probablement pas accédé au second tour.

Il faut donc résister à la tentation de penser qu’une « révolution » s’est produite dans le champ politique français lors du premier tour. Depuis une dizaine d’années, ce champ politique évolue vers une tripartition progressive : un pôle de gauche, un pôle de droite – chacun avec ses sous-courants et ses contradictions internes – et un troisième pôle constitué par le Front national. C’est un processus de long terme. Ce qui s’est produit dimanche est la confirmation de l’émergence de ce troisième pôle, qui a bien entendu des répercussions multiples sur les deux autres.

La question posée par ce premier tour est de savoir si le pôle de gauche va lui-même se diviser en deux : une gauche radicale autour de Mélenchon, et un social-libéralisme façon Blair ou Schröder autour de Macron, prêt à collaborer avec des secteurs de la droite. Il est trop tôt pour le dire. Blair et Schröder étaient des produits typiques des années 1990. Or nous sommes sortis de cette séquence. Nous vivons dans le monde d’après la crise de 2007-2008, dans lequel il me semble difficile qu’un projet comme celui de Macron puisse prospérer.

Macron a remporté une victoire importante. Son mouvement, En Marche, peut-il se transformer en un parti compétitif en vue des élections législatives qui vont faire suite à l’élection présidentielle ?

Accéder à la Présidence est décisif sous la Ve République, mais sans majorité à l’Assemblée nationale il est impossible de gouverner. Macron n’a recueilli le soutien que de 18 % des inscrits (24 % des votants), ce qui est peu. Il n’est donc pas évident qu’après l’avoir

emporté au deuxième tour, il soit à même de transformer sa victoire en majorité au Parlement.

Il y a deux principales possibilités. La première est que Macron obtienne une majorité au Parlement. La logique de la Ve République est qu'en principe le Président obtient une telle majorité. Cette première possibilité se divise elle-même en deux : ou bien cette majorité pour Macron se traduit par une majorité de députés pour son mouvement, En Marche, et dans ce cas Macron pourra mettre en œuvre son programme ; ou alors c'est une majorité beaucoup plus hétérogène qui se forme, autour de députés En Marche, mais qui ne pourront gouverner qu'en s'appuyant sur des députés du Parti socialiste, du centre et jusqu'à certains secteurs de la droite acceptant de collaborer avec lui. Dans ce cas, la tâche de Macron sera beaucoup plus compliquée, et des contradictions apparaîtront vite.

Une deuxième possibilité est que la droite emporte les élections législatives. C'est François Fillon, en tant que personne, qui a été battu au premier tour. La droite continue à dominer électoralement dans le pays. Ce qui pourrait donc arriver, c'est que le « peuple de droite », emmené non par Fillon mais par un autre leader, prenne sa revanche lors des législatives. On se trouverait alors dans une situation classique dans l'histoire de la Ve République, une « cohabitation » entre un Président et un gouvernement qui n'appartiennent pas au même camp. Il en résulterait une situation de conflits et/ou de compromis entre deux forces opposées.

Je crois improbable qu'En Marche se transforme en un parti qui restructurerait le champ politique français. La distinction entre la gauche et la droite a des racines profondes dans les sociétés capitalistes modernes. Ces racines sont liées à des conflits de classes concernant la distribution des ressources matérielles, et pas simplement à des questions de « discours » ou de « valeurs » qui pourraient être dépassés. C'est la grande limite des théories de type Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, qui s'imaginent qu'un « discours » populiste de gauche peut être substituée à l'opposition gauche/droite lorsque celle-ci semble ne plus être opérante. L'opposition gauche/droite peut être provisoirement brouillée, mais elle réapparaît toujours, parce qu'elle est matériellement structurante.

Ce qui peut arriver pour que soit gérée cette nouvelle donne, c'est que pourrait être instituée une dose plus ou moins importante de proportionnelle. Les deux candidats qualifiés au second tour y sont favorables à des degrés divers. La France a déjà connu ce système dans le passé et une telle évolution est « gérable » par les forces politiques existantes.

Le second tour opposant Emmanuel Macron et Marine Le Pen peut-il présager d'une nouvelle polarité politique entre « nationaux » et libéraux ? S'agit-il d'un phénomène qui peut s'installer dans la durée face à la confrontation ancienne entre gauches et droites, traditionnelle dans la politique européenne ?

L'opposition entre « nationaux » et « libéraux » existe au sein de chaque camp. Elle ne se substitue pas à l'opposition entre gauche et droite, elle la complique. Selon les situations,

l'une ou l'autre de ces sensibilités peut prendre le dessus. Par exemple, il existe une critique de droite de l'Union européenne, représentée par Marine Le Pen. Mais il en existe aussi une critique de gauche incarnée par Jean-Luc Mélenchon (Mélenchon n'est évidemment pas « national » dans le même sens que Marine Le Pen). De la même façon, il existe des courants libéraux au sein de la droite, mais traditionnellement le gaullisme a été plus « étatiste ». C'est pourquoi je ne pense pas que cette polarité politique puisse s'établir dans la durée et encore moins surdéterminer la polarité classique entre droite et gauche.

Jean-Luc Mélenchon, le candidat de La France insoumise, a connu une progression accélérée de son potentiel électoral dans les dernières semaines de la campagne. A-t-il la capacité de capitaliser ce résultat en créant un nouveau mouvement politique de gauche solide ? Peut-il construire une force politique appelée à durer ?

Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon et les deux candidats trotskystes, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou ont recueilli ensemble plus de 27 % des voix. C'est peut-être le fait le plus important et le plus surprenant de cette élection. 27 % c'est moins que les niveaux historiques de la gauche, parce que le Parti socialiste a perdu beaucoup d'électeurs. Mais l'élément important est que ces 27 % se situent nettement plus à gauche qu'avant d'un point de vue programmatique. En d'autres termes, près d'un tiers des votants a exprimé son accord avec des programmes antilibéraux ou anticapitalistes.

Jean-Luc Mélenchon porte maintenant une grande responsabilité. S'il l'assume, il pourra devenir une grande figure de l'histoire de la gauche française. La responsabilité qui incombe à Mélenchon, c'est de transformer cet espace politique virtuel en un grand parti populaire de gauche, avec un programme antilibéral, écologique, antiraciste, anticolonialiste et féministe. Dans un tel parti pourront exister des courants, des divergences, des polémiques, et c'est bien qu'ils existent, parce que les débats sont le signe d'une gauche vivante. Donner corps et forme à un espace de ce type est une nécessité si la gauche veut exister électoralement. Fort de ses 19 % d'électeurs Mélenchon a la légitimité pour faire une proposition de ce type. Les autres courants, pour le moins, la considéreraient et en discuteraient.

Malheureusement, Mélenchon est traditionnellement très efficace dans les campagnes électorales, mais moins après. Il n'a pas été en capacité de construire un mouvement politique structuré après les élections de 2012. Il n'est évidemment pas le seul responsable de cet échec. Le Parti communiste et les courants post-trotskystes ont leur part de responsabilité. Mélenchon a une conception « institutionnaliste » de la politique. Pour lui, ce qui importe, c'est d'être élu à la présidence de la République et non pas de construire le « Prince moderne » dans une acception plus large.

Le « Prince moderne », au sens de Gramsci, désigne une organisation ou un ensemble d'organisations qui construisent l'hégémonie. Celle-ci passe non seulement par la participation à des élections, mais aussi par l'élaboration et la mise en circulation d'idées et

de manières de sentir et percevoir le monde. Cela passe également par l'intervention sur le lieu de travail, en coordination avec l'action proprement politique. C'est bien entendu un processus de long terme, qui peut connaître des accélérations lors de phases électorales ou insurrectionnelles. Pour cela, il faut être capable de se projeter dans le long terme.

Le Parti socialiste, la force classique de la gauche française, s'est effondré dans cette élection. Quoique Hamon ait cherché à se démarquer de l'héritage de Hollande en proposant un programme de réformes plus à gauche que celui de la social-démocratie classique, il n'a pas réussi à décoller et il a été dépassé par un autre candidat de gauche, Jean-Luc Mélenchon. Le Parti socialiste a-t-il la possibilité de se redresser ou la social-démocratie est-elle entrée dans un processus de déclin irréversible ?

Tout dépend de ce qu'on appelle « Parti socialiste ». Emmanuel Macron a été l'un des principaux artisans de la politique économique de Hollande pendant cinq ans, d'abord comme conseiller, puis comme ministre de l'Économie. S'il gagne, il y aura d'importants éléments de continuité entre sa politique et celle du président sortant. Hollande a réalisé au cours de son mandat une série de réformes néolibérales radicales. Ce que veut Macron, c'est accélérer cette « néolibéralisation » de la France.

Si, par contre, on appelle « Parti socialiste » le parti en lui-même au sens strict, il est clair que le rejet des électeurs a été très fort. Le sort immédiat du PS dépend notamment de qui dirigera la campagne des législatives (ce ne sera pas Hamon). On saura alors s'il poursuit son déclin ou s'il fait élire davantage de députés que prévus, qui selon toutes probabilités, si En Marche n'obtient pas de majorité seul, s'intégreront dans un « bloc Macron » composite.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la social-démocratie a reposé sur la combinaison de deux idées centrales : la volonté de protéger les individus contre les effets négatifs du marché, et la volonté de conquérir de nouveaux droits. L'hypothèse social-démocrate est qu'il est possible d'obtenir ces deux choses dans le cadre du système capitaliste.

Je ne vois pas de raisons de penser que ces deux idées disparaîtront à l'avenir comme forces structurantes du champ politique, ni qu'elles perdront leur pouvoir d'attraction pour d'importants secteurs de la population. La social-démocratie européenne et le Parti socialiste français ont connu de nombreuses crises au cours de leur longue histoire. Ils ont toujours su se réinventer. Par conséquent, la gauche radicale ne doit pas espérer que la social-démocratie s'effacera d'elle-même, et lui laissera la place. Elle doit développer ses propres forces et son propre projet politique pour convaincre les gens de la nécessité d'un changement plus radical.

Traduit par Robert March.

Crédit photo : © MathieuMD / Wikimedia Commons / CC BY-SA 4.0